



courriel | contact@stopparadisfiscaux13.fr
site internet | stopparadisfiscaux13.fr
facebook | facebook.com/pfj1

Monsieur Julien AUBERT
Conseiller Régional PACA
Hôtel de Région
27 Place Jules Guesde
13481 - MARSEILLE

Le 29 mai 2018

Monsieur le Conseiller régional,

Nous accusons réception de votre courrier du 2 décembre.

Votre réponse montre l'intérêt que vous portez à ce scandale et nous en prenons acte. Nous déplorons d'ailleurs que sur l'ensemble des parlementaires que nous avons sollicités, rares sont ceux qui ont daigné nous répondre, ce qui prouve le peu de cas que ces élus font de cette question des Paradis Fiscaux.

Néanmoins nous nous permettons d'insister car nous pensons que d'une certaine manière, c'est la survie de notre démocratie qui est en jeu. Comment faire comprendre aux plus démunis d'entre nous, à nos retraités qui viennent de subir la hausse de la CSG qu'il est urgent pour chaque citoyen de faire des efforts, alors que des milliards d'euros (60 à 80 milliards) échappent à l'impôt chaque année ? Comment faire comprendre une politique de rigueur budgétaire – pour ne pas dire d'austérité – alors que les catégories les plus riches des citoyens continuent à échapper allègrement à l'impôt en profitant d'une évasion fiscale frauduleuse ou immorale ?

De notre point de vue, il ne s'agit pas seulement de lutter contre la fraude fiscale. Il faut en outre combattre tous les mécanismes d'optimisation fiscale qui utilisent le laxisme des dispositions légales pour échapper à l'impôt. Il faut à l'évidence changer la loi de telle manière qu'il soit mis fin à toutes ces pratiques et en premier lieu faire sauter le « verrou de Bercy ». Le Parquet du Pôle financier est aujourd'hui tout à fait en mesure d'apprécier les infractions qui méritent une poursuite à condition qu'il soit indépendant et qu'on lui en donne les moyens. Il faut également protéger les lanceurs d'alerte malgré les récentes dispositions européennes très contestables relatives au secret des affaires qui en outre sont de manière

scandaleuse sur le point d'être introduites en droit français. C'est une atteinte intolérable à la liberté d'information. Ces quelques propositions émanent de notre Plateforme régionale et en constituent l'épine dorsale. Vos réponses d'ailleurs seront diffusées sur notre site (stopparadisfiscaux13.fr).

Nous restons à votre disposition pour approfondir avec vous ces propositions et pour échanger sur le sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Régional, l'expression de nos salutations les meilleures.

Gérard BLANC au nom de la Plateforme régionale PACA Paradis Fiscaux et Judiciaires
(733 boulevard Frédéric Mistral – La Salle – 13320, BOUC BEL AIR)

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'G. Blanc', is written over a light blue horizontal line. The signature is written in a cursive, somewhat stylized script.